

20 et 21 février 2020 – Berlin, Allemagne // #gensac2020

Contrôle des armes légères et de petit calibre basé sur l'égalité des sexes : vers une inclusion forte

Réseau pour un contrôle des armes légères et de petit calibre basé sur l'égalité des sexes (GENSAC)

Résumé

Contexte

La conférence de deux jours organisée par le **ministère fédéral allemand des Affaires étrangères** en collaboration avec les **Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives** au Centre pour la Coopération internationale de l'université de New York a réuni plus de 80 experts, praticiens, représentants du secteur de la sécurité, universitaires et diplomates qui travaillent sur les questions du contrôle des armes, de la prévention des conflits, du genre et du développement dans les pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes.

La discussion ainsi engagée visait à **faciliter l'échange des meilleures pratiques des diverses initiatives régionales de contrôle des armes légères et de petit calibre, à créer une dynamique sur le plan pratique, politique et transrégional afin de renforcer l'inclusion du genre dans les efforts et les débats portant sur le contrôle des armes**. Cela a été également l'occasion de lancer le [Document d'action des Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives](#) qui définit sept stratégies pratiques afin de parvenir à ce résultat pendant la [Décennie d'action déployée par l'ONU pour atteindre ses objectifs de développement durable](#) et au moment de célébrer d'autres anniversaires importants en 2020.*

La Conférence s'inscrit dans l'engagement de longue date de l'Allemagne en tant que membre des Pionniers. Dans le cadre de cet engagement, les questions de genre et le contrôle des armes légères et de petit calibre ont été placés au cœur des efforts destinés à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) pour la prévention de la violence, établissant ainsi activement un lien entre l'ODD 5 et l'ODD 16. La Conférence a été éclairée par une série de consultations et d'échanges effectués en 2019 pour déterminer le meilleur moyen de valoriser le leadership des femmes dans le domaine du contrôle des armes et d'encourager l'échange des meilleures pratiques à l'échelle transrégionale (en permettant aux responsables politiques et praticiens africains de tirer profit des modèles efficaces dans les Balkans occidentaux).

* En 2020, l'ONU fête ses 75 ans ; nous célébrerons le 25^e anniversaire du « plan d'action le plus progressiste jamais adopté pour faire avancer les droits des femmes », à savoir la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Nous fêterons également le 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et le programme Femmes, paix et sécurité.

Points forts

1^{re} journée – réunion restreinte

La métaphore d'un **pont** a été utilisée au cours des discussions qui ont eu lieu pendant la première journée de la Conférence. Les participants ont été encouragés à rechercher des moyens de combler le fossé existant entre le Programme 2030, le programme Femmes, paix et sécurité et le programme de désarmement. De plus, cette métaphore a souligné la nécessité de créer des synergies entre les questions transversales et facilité l'échange des meilleures pratiques au niveau transrégional, tandis que les participants ont apporté leur contribution à des ateliers de leur région d'origine ainsi qu'à des séances interactives d'une autre région organisées en petits groupes.

Les participants aux ateliers ont examiné la question de l'inclusion concrète dans les régions :

Amérique latine et Caraïbes

- Les participants ont réaffirmé les liens existant entre l'égalité des sexes et la sécurité en précisant qu'un aspect ne saurait être plus important que l'autre et que, souvent, la sécurité est assurée dès lors que l'égalité des sexes est respectée. Cependant, ils ont également reconnu que, dans de nombreuses régions du monde, la sécurité et l'égalité des sexes sont réalisées dans l'ordre inverse, la sécurité étant la priorité.
- Ils ont souligné la situation précaire dans laquelle de nombreuses femmes se trouvent, dans des situations de conflit et après l'arrêt des combats lorsque les hommes rentrent chez eux avec des armes ; des analogies ont été établies avec d'autres régions comme l'Afrique où, après les conflits, les armes circulent librement à travers le continent.
- Ils ont discuté de l'importance de modifier la législation pour s'attaquer à la question de la détention d'armes à feu et de l'importance de faire évoluer les attitudes vis-à-vis de l'image de la masculinité ; de nombreux intervenants ont par ailleurs souligné l'idée d'interdire au personnel de sécurité de rentrer chez lui avec des armes et d'interdire aux personnes ayant un casier judiciaire de détenir des armes.
- Ils ont soulevé des questions concernant l'acquisition, le commerce, l'importation et l'autorisation de détenir des armes étant donné que de nombreuses armes utilisées pour commettre des féminicides sont illégales.
- Ils ont tiré la sonnette d'alarme quant au tournant autoritaire pris par nombre de gouvernements dans la région, qui s'est traduit par un changement des politiques relatives à la détention d'armes et leur libéralisation.
- Les participants ont partagé leurs points de vue sur un projet intégrant la dimension du genre dans la recherche en criminalistique, ce qui permet notamment à la police d'identifier des féminicides en mettant en évidence les caractéristiques spécifiques liées aux violences perpétrées sur les victimes.
- Ils ont souligné que, dans certains cas, les conventions et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'aux droits des femmes, peuvent faire pression sur les gouvernements afin qu'ils intègrent une dimension de genre à leur ordre du jour.

Balkans occidentaux

- Les participants ont communiqué des statistiques indiquant que, dans la région, les hommes commettent la plupart des crimes en utilisant des armes, tandis que les femmes qui ont rarement recours aux armes sont dix fois plus susceptibles d'en être victimes ; ils ont également signalé que certains pays de la région ne disposent pas de législation adéquate en matière de protection contre les violences sexistes et que, souvent, la violence domestique n'est pas signalée ou insuffisamment signalée à la police.
- Ils ont par ailleurs reconnu que les progrès réalisés en vue de l'adoption, dans la région, d'une politique de contrôle des armes légères et de petit calibre sensible au genre sont le résultat des investissements prolongés engagés, de la coopération en cours entre experts ainsi que des vastes recherches ascendantes réalisées en 2016 sur le genre et les armes légères et de petit calibre et servant de référence pour toutes les interventions ainsi que, dernièrement, pour la [Feuille de route 2024](#) régionale qui bénéficie par ailleurs d'un niveau élevé d'adhésion politique.
- Ils ont reconnu que le développement de capacités institutionnelles pour le contrôle des armes légères et de petit calibre basé sur l'égalité des sexes nécessite la mise en place de programmes tels que ceux consacrés aux coaches spécialistes de l'identité de genre (apprentissage entre pairs), de formations pour les commissions sur les ALPC, un soutien aux institutions locales ainsi que le renforcement des connaissances et de la participation des femmes dans le domaine du contrôle des armes légères et de petit calibre.
- Les participants ont mis l'accent sur des exemples concrets ayant permis d'établir des réseaux actifs et dynamiques de femmes policières en Bosnie-Herzégovine, qui ont pu être créés notamment grâce aux plans d'action nationaux du programme Femmes, paix et sécurité et ont permis une évolution majeure de la participation des femmes dans les forces de police et dans la lutte contre les violences fondées sur le sexe. Cependant, ils souhaiteraient voir des femmes accéder à des postes à responsabilités et briser le « plafond de verre » qui empêche leur progression.
- Ils ont examiné en détail le travail en cours réalisé avec les ministères de la Défense de la région afin d'accroître la sensibilisation aux efforts tenant compte des questions de genre et d'établir un réseau de coaches militaires spécialistes de l'identité des genres issus des institutions ayant reçu une formation de défenseur de l'égalité des genres.
- Ils ont demandé l'organisation d'un suivi de la formation transrégionale ayant eu lieu entre des experts d'Afrique de l'Ouest et des Balkans occidentaux et le déploiement d'experts en vue d'un partage d'expériences entre les régions, et ont invité les bailleurs de fonds internationaux à s'attaquer aux problèmes de genre dans les projets qu'ils financent.

Afrique de l'Ouest et de l'Est

- Les participants ont appelé à un examen de l'éventail complet des mesures de contrôle des armes tout au long du cycle de vie des armes.
- Ils ont souligné les efforts déployés en Sierra Leone et en Guinée afin de lutter contre la fabrication locale d'armes, en étroite collaboration avec le groupe de femmes dont le travail permet d'accélérer la détection de munitions et d'explosifs. Ils ont également mis en évidence le travail réalisé par des femmes au Mali pour établir des contacts et négocier avec des groupes armés, et localiser des explosifs et des armes.

- Ils ont présenté les meilleures pratiques de la Somalie où la participation active des femmes a permis d'augmenter le taux de défection des groupes Al Shahab.
- Les participants ont insisté sur le rôle important des organisations de la société civile dirigées par des femmes dans l'adoption tant du Moratoire que de la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre en Afrique de l'Ouest. Ils ont par ailleurs signalé que la CEDEAO travaille actuellement à l'élaboration d'une stratégie régionale sur le genre et le contrôle des ALPC.
- Ils ont attiré l'attention sur plusieurs instruments régionaux et de l'Union Africaine, y compris sur les efforts déployés par l'UA dans le cadre de son engagement à « faire taire les armes », qui ont montré l'exemple et fixé des normes élevées en matière de contrôle des armes sensible au genre. Ils ont également insisté sur divers cas de figure dans lesquels les femmes ont joué un rôle proactif dans le contrôle des armes, de manière officielle dans l'exercice de la fonction gouvernementale ou informelle par le biais de la société civile.
- Ils ont reconnu que, trop souvent, les gouvernements essaient de confier à des organisations de la société civile la prise en charge de leurs efforts en matière de genre et de contrôle des armes légères et de petit calibre. Ils ont en outre souligné le manque d'approches sensibles au genre au sein des institutions de défense et de sécurité, ainsi qu'un scepticisme généralisé à l'égard des questions de genre et, parfois, l'indifférence des bailleurs de fonds internationaux vis-à-vis de ces questions.
- Ils ont fait part de leur frustration en ce qui concerne les rôles de genre traditionnels et appelé de leurs vœux un changement des mentalités afin que le contrôle des armes cesse d'être considéré comme une question d'hommes.

Thèmes abordés par les participants au cours des séances de l'après-midi consacrées aux questions transversales :

Nécessité de combler le fossé entre le programme Femmes, paix et sécurité et le contrôle des ALPC

- Les participants ont souligné que les plans d'action nationaux constituent un lien essentiel entre les programmes « Femmes, paix et sécurité » et ALPC, et que leur mise en œuvre revêt un caractère crucial.
- Ils ont abordé les principaux points du plan d'action national allemand et insisté sur le rôle que peut jouer le réseau GENSAC pour formuler des recommandations pour le nouveau plan d'action national qui couvrira la période 2021-2024 et élaborer un nouveau langage sur le rôle des femmes dans le désarmement et le contrôle des armes.
- Ils ont partagé l'expérience acquise par l'Allemagne dans le cadre de son engagement au Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment les efforts concertés déployés pour inciter les femmes à présenter des exposés, pour organiser une mobilisation autour du programme Femmes, paix et sécurité dans le cas de pays particuliers et pour faire en sorte que le langage propre à l'initiative Femmes, paix et sécurité soit intégré dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.
- Les participants ont convenu qu'il fallait profiter de la dynamique apparue en amont du 20^e anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) et se sont félicités de l'engagement de l'Allemagne à appeler ses ambassades à soutenir les projets du programme Femmes, paix et sécurité.

Développement des partenariats et mise à profit des réseaux

- Les participants ont appelé à poursuivre l'inventaire des acteurs impliqués dans un contrôle des armes légères et de petit calibre sensible au genre et à identifier toute lacune éventuelle dans les partenariats existants.
- Ils ont discuté de l'importance de la volonté politique et du rôle crucial des défenseurs des questions de genre parmi les responsables gouvernementaux de haut niveau, pour faire progresser des engagements concrets ainsi qu'un programme ambitieux de contrôle des armes basé sur l'égalité des sexes.
- Ils ont souligné l'importance de disposer de mécanismes adéquats de protection des organisations de la société civile œuvrant en faveur des femmes lorsque ces organisations revendiquent un durcissement du contrôle des armes.
- Ils ont mis en lumière l'importance des forums régionaux de femmes pour la paix et la sécurité qui, dans certaines régions du monde, réunissent des femmes issues de gouvernements et de la société civile, mais également la difficulté de maintenir la volonté politique nécessaire pour poursuivre les travaux engagés.

Élargissement du corpus de données factuelles

- Les participants ont soulevé des questions sur ce que nous percevons comme des preuves et sur l'usage qui en sera fait ; en l'absence de données, comment différencier entre des solutions reposant sur des preuves non fiables et des solutions ayant fait leurs preuves ?
- Ils ont reconnu que l'on dispose de peu de données sur le contrôle des armes en rapport avec les problématiques de genre, en particulier en Amérique latine, et que certains pays n'ont pas les moyens leur permettant de recueillir des données et sont donc tributaires du travail des ONG.
- Ils ont par ailleurs indiqué que d'importants progrès ont été réalisés dans les Balkans occidentaux pour mettre en évidence les lacunes et insuffisances des législations nationales. De plus, d'autres régions du monde ont remédié en partie aux lacunes en termes de données en travaillant avec des hôpitaux afin d'établir un lien entre les victimes d'armes à feu, les armes à feu et la violence domestique.
- Ils se sont inquiétés de ce que, dans de nombreux cas, le pouvoir politique ignore les éléments de preuve et les faits, et ont appelé à des investissements dans la communication de preuves et de solutions fondées sur les meilleures pratiques.
- Ils ont préconisé la mise en place de meilleures pratiques pour la collecte des données, notamment de méthodes innovantes de recueil de données par le biais des réseaux sociaux, ainsi que l'adoption de normes éthiques applicables à l'utilisation de ces données.

2^e journée – réunion plénière de haut niveau

Déclarations liminaires

Le segment de haut niveau de la Conférence a été ouvert par **Susanne Baumann**, déléguée du gouvernement fédéral aux questions du désarmement et du contrôle des armements, directrice générale de l'ordre international, des Nations Unies et du contrôle des armements, qui a souligné l'objectif du gouvernement allemand de placer la dimension du genre au centre de tous les processus régionaux et politiques du contrôle des armes légères et de petit calibre, et a pris des engagements concrets pour soutenir le réseau GENSAC de la manière suivante :

- En favorisant la participation active des défenseurs actifs, hommes et femmes, de la dimension du genre dans les espaces où sont définies les politiques de désarmement et de prévention des conflits.
- En organisant une conférence annuelle du réseau GENSAC à Berlin afin de mettre en évidence les lacunes, les innovations et les nouveaux enseignements en matière de contrôle des armes sensible au genre, et d'encourager les échanges et la création de réseaux à l'échelle transrégionale.

Renata Dwan, directrice de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), a prononcé l'allocution liminaire de la Conférence, rappelant aux participants que le racisme et la masculinité toxique sont au cœur de nombreuses formes de violence. Elle a par ailleurs précisé que ces problèmes ne sont pas l'apanage des pays soi-disant fragiles ou touchés par des conflits mais qu'ils se manifestent dans le monde entier. Afin de comprendre ce point et d'y remédier, il est nécessaire de s'attaquer aux questions de genre et d'armement puisque la notion de « genre » n'est pas synonyme de « femmes ». Au contraire, elle a ajouté qu'« il importe de considérer dans quelle mesure être une femme ou un homme influence la manière dont nous vivons, et mourons. »

Renata Dwan a proposé quelques pistes très concrètes pour que le réseau GENSAC et d'autres initiatives puissent contribuer à l'avancement d'un contrôle des armes légères et de petit calibre plus efficace et basé sur une plus grande égalité, à savoir :

- Augmenter et promouvoir la participation des femmes dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions relatives au contrôle des armes légères et de petit calibre ; notamment en favorisant la participation des femmes, leur conscience d'elles-mêmes, leurs possibilités de formation, les pratiques de promotion, et en les encourageant et renforçant en elles la confiance nécessaire pour exprimer leurs points de vue et s'engager.
- Changer la teneur du discours sur le désarmement et le contrôle des armes en s'attaquant aux questions de masculinité, en rassemblant des données ventilées, en s'appuyant sur l'analyse des disparités entre les sexes pour appréhender ces données et mieux comprendre les effets secondaires des armes légères et de petit calibre, et en soutenant l'échange des meilleures pratiques en matière d'intégration de la dimension de genre.
- Influencer le processus d'élaboration des politiques relatives au contrôle multilatéral des armes. L'UNIDIR a ouvert la voie dans ce domaine en éduquant les responsables politiques et en trouvant des moyens de placer les compétences en matière de genre au centre des discussions et au sein de différentes délégations nationales.

Renata Dwan a conclu son exposé en soulignant, d'une part, que l'action nationale et les politiques

régionales et internationales sont essentielles au contrôle des armes légères et de petit calibre et, d'autre part, que les réseaux peuvent compléter ces efforts en étant également des espaces de soutien, d'échanges entre pairs et d'apprentissage.

Liv Tørres, directrice des Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, en collaboration avec **Fairlie Chappuis**, consultante auprès des Pionniers chargée d'élaborer le [Document d'action des Pionniers](#), a présenté les principales conclusions du Document d'action qui définit sept stratégies pour la mise en place d'un contrôle des armes légères et de petit calibre davantage sensible au genre. Fairlie Chappuis a souligné que le Document d'action constitue un travail en cours ainsi qu'un appel à l'action adressé aux participants.

Lors de la réunion plénière, des représentants de l'**ONU**DC et les gouvernements du **Canada**, de la **Suisse** et de la **Namibie** ont exprimé leur appui au réseau GENSAC et fait part de leurs priorités nationales en matière de genre et de contrôle des armes légères et de petit calibre. Ils ont souligné que le réseau GENSAC dispose d'un énorme potentiel pour mettre les preuves au premier plan, amener des changements dans le discours et apporter des connaissances aux parties prenantes tout en leur donnant accès à des espaces politiques.

Synthèse des discussions et débat

Ont ensuite suivi un compte rendu des principaux points abordés dans les discussions de chaque groupe régional pendant la journée de travail de la Conférence, une présentation de projets spécifiques destinés à accroître le leadership des femmes dans le contrôle des armes légères et de petit calibre et un exposé de la politique de l'Allemagne en matière de contrôle des exportations d'armes. Les thématiques suivantes sont apparues dans le débat :

- Le fait que les régions représentées se trouvaient à différents stades dans leurs efforts pour s'attaquer aux questions liées au genre et aux armes légères et de petit calibre a donné lieu à des échanges fructueux sur la manière d'utiliser les meilleures pratiques des différentes régions et de les adapter au contexte spécifique.
- Il existe un potentiel de mobilisation au sein des réseaux (société civile, responsables gouvernementaux, experts) et parmi les représentants de divers secteurs (gouvernements, organisations internationales, secteur de la sécurité et organisations de la société civile) pour plaider en faveur de politiques de contrôle des armes légères et de petit calibre sensibles au genre et utiliser les instruments internationaux des droits de l'homme pour apporter des changements positifs au niveau national.
- Il convient d'accorder toute l'importance nécessaire à la formation et à l'éducation, notamment des forces de défense et de sécurité, dans le domaine du contrôle des armes légères et de petit calibre sensible au genre, car ceci permettra d'identifier les féminicides et de mieux comprendre l'effet des armes à feu sur le tissu social.
- Il est nécessaire de pouvoir compter sur les réseaux existants et les connaissances en place, ainsi que sur les efforts nationaux et régionaux et les initiatives de plus grande envergure menées à l'échelle internationale.
- Il existe un besoin urgent de données fiables afin de guider les politiques, les projets, la recherche et la mise en place de programmes, ainsi que de moyens novateurs de soutien par le biais d'histoires personnelles qui renforceront la volonté politique dans ce domaine.

Deux projets soutenus par l'Allemagne et ayant pour objectif d'accroître les connaissances sur le genre et l'expertise en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre et, plus largement, de désarmement ont été présentés aux participants comme des exemples de projets réussis :

- Le [Réseau WoX](#) du Center for Feminist Foreign Policy est un réseau international d'experts féminins sur les questions de politique étrangère et de sécurité. Il permet aux femmes d'enregistrer sur un portail en ligne leurs connaissances et compétences afin de servir de point de référence et de ressource en matière de connaissances et pour des consultations politiques, et d'intervenir en qualité d'experts au sein de panels. Le portail en ligne en question compte plus de 450 femmes possédant des compétences diverses, y compris en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre.
- [Le programme de bourses d'études pour la paix et la sécurité \(Scholarship for Peace and Security Training\)](#) du Bureau des affaires de désarmement et de l'OSCE qui apporte son appui à de jeunes professionnels, et notamment à des femmes, dans les initiatives de désarmement et le secteur de la sécurité dominés par les hommes. Entré à présent dans sa troisième année, ce programme promeut la connaissance, la sensibilisation, la confiance en soi, la motivation ainsi que l'établissement de partenariats pour les carrières des participants dans le secteur public.

Clôture de la Conférence et réflexions

Izumi Nakamitsu, secrétaire générale adjointe et haute-représentante pour les affaires de désarmement des Nations Unies, s'est adressée aux participants de la Conférence dans un [message vidéo](#). Après avoir salué les organisateurs et les participants, elle a souligné que le réseau GENSAC et ses membres joueront un rôle essentiel dans la concrétisation des engagements nationaux sur les questions de genre et le contrôle des armes légères et de petit calibre. Madame Nakamitsu a fait l'éloge des objectifs poursuivis par la plateforme mondiale intégrée en cours de réalisation. Ces objectifs sont triples : favoriser des échanges réguliers sur les meilleures pratiques régionales et nationales ; rapprocher les acteurs travaillant dans le secteur du contrôle des armes légères et de petit calibre, dans la lutte contre la violence sexiste, au sein du programme Femmes, paix et sécurité et à la mise en œuvre du Programme 2030 ; et mettre en commun l'expertise des praticiens.

L'hôte de la conférence, représenté par **Rüdiger Bohn**, délégué adjoint du gouvernement fédéral aux questions du désarmement et du contrôle des armements, directeur général adjoint de l'ordre international, des Nations Unies et du contrôle des armements, a clôturé la Conférence en observant les progrès réalisés par les partenaires réunis autour de la table pour unir leurs efforts afin d'agir en faveur d'un contrôle des armes basé sur une plus grande égalité des sexes. Dans le cadre de ces efforts, ils ont notamment réussi à créer des réseaux de femmes policières en Bosnie-Herzégovine, à diriger des commissions sur les armes légères et de petit calibre, et à mener des enquêtes pénales sur l'utilisation d'armes à feu en tenant compte des questions de genre.

Pour l'avenir, Rüdiger Bohn a lancé aux membres du réseau GENSAC le défi suivant :

1. Partager leurs travaux et leurs meilleures pratiques sur une [plateforme GENSAC](#) interactive en cours d'élaboration.
2. Utiliser le réseau GENSAC comme un « réseau de réseaux » qui servira de ressource en matière de connaissances techniques et d'orientation, ainsi que de plateforme pour l'échange d'informations et le soutien entre pairs.

3. Développer leurs liens entre les continents en jetant des ponts entre les régions par le biais d'échanges, de rencontres et par le partage de connaissances.

« Unissons nos forces afin d'œuvrer ensemble pour une inclusion forte »